Suffit-il d’obéir aux lois pour être juste ?

Dissertation corrigée

Respecter des lois communes peut protéger les personnes contre l’arbitraire. Une conduite conforme à la loi peut aussi participer à une injustice. Cette dissertation rédigée examine la valeur de l’obéissance, l’équité dans les cas particuliers et les raisons qui peuvent justifier de contester une loi.

Analyse du sujet

Obéir aux lois

Agir conformément aux règles qui s’imposent dans une communauté politique. On peut s’y conformer pour plusieurs raisons, comme la crainte d’une sanction, la confiance accordée à la règle ou l’attention à la protection qu’elle donne à autrui.

Être juste

Agir en tenant compte de ce qui est dû aux personnes. Selon le cas, il peut s’agir de respecter leurs droits, de les traiter selon des critères impartiaux ou de prendre en compte une différence de situation pertinente.

Légalité et légitimité

La légalité désigne la conformité au droit en vigueur. La légitimité invite à examiner les raisons pour lesquelles une règle peut obliger. Une copie doit montrer comment ces deux questions se rencontrent dans des cas concrets.

« Suffit-il »

Le sujet demande si l’obéissance garantit à elle seule la justice. Un exemple où une conduite légale contribue à une injustice met cette garantie en défaut. Il faut ensuite expliquer pourquoi le respect de certaines lois conserve une valeur pour la vie commune.

> **Problématique.** Comment les lois peuvent-elles protéger chacun contre l’arbitraire tout en laissant parfois passer une injustice ? Qu’est-ce qui rend leur respect juste dans une situation donnée ?

Plan détaillé

1. Les lois donnent des conditions communes à la justice. Une règle publique limite les privilèges de circonstance. Rousseau éclaire la généralité de la loi et le *Criton* de Platon montre pourquoi une décision peut engager celui qui la désapprouve.

2. Une conduite légale peut contribuer à l’injustice. Le contenu d’une loi peut établir une domination. Une règle défendable peut aussi produire un effet injuste dans un cas imprévu, comme le montre l’équité chez Aristote.

3. Être juste exige de pouvoir répondre de sa conduite. On examine les raisons qui justifient une règle et son application. La contestation publique soulève à son tour une question de justice, à laquelle la désobéissance civile chez Rawls apporte des critères.

Dissertation entièrement rédigée

Introduction

Dans le *Criton* de Platon, Socrate a été condamné à mort. Son ami lui propose de s'évader. Socrate examine ce qu'il ferait en se soustrayant à la décision de la cité. Il y voit une question de justice qui concerne autant sa conduite que le jugement dont il a fait l'objet. Cette situation fait apparaître une difficulté. Les lois donnent à chacun un cadre auquel les autres doivent aussi se soumettre. Pourtant, une décision rendue dans ce cadre peut sembler injuste à celui qu'elle atteint.

Obéir aux lois consiste à conformer ses actes aux règles en vigueur. Être juste implique de se demander ce que l'on doit aux autres et quelles raisons autorisent à les traiter de telle ou telle manière. Si une règle commune rend possible un traitement impartial, son application paraît être une manière d'agir justement. Mais si la règle elle-même organise un traitement injuste, son respect contribue à l'établir. Il faut donc comprendre en quoi la justice dépend des lois et comment elle permet aussi de les juger. Nous examinerons d'abord la valeur du respect des lois pour la vie commune, puis les injustices que ce respect peut laisser subsister. Nous pourrons ainsi déterminer quel jugement une conduite juste exige.

I. Respecter les lois peut rendre la justice effective

Une loi commune donne à chacun la possibilité de savoir ce qu'il peut demander et ce qui est attendu de lui. Imaginons une procédure où l'attribution d'une aide dépend de critères qui peuvent être consultés par tous. Une personne dont la demande est refusée peut demander lequel de ces critères a été appliqué. La règle rend alors une décision discutable en termes communs. Elle donne aussi à celui qui décide une raison de traiter de façon comparable des demandes comparables. L'obéissance a ici une valeur de justice parce qu'elle limite le pouvoir de trancher en faveur de ses proches ou selon son humeur.

Dans *Du contrat social*, livre II, chapitre VI, Rousseau éclaire cette valeur en insistant sur la généralité de la loi. Elle porte sur des catégories d'actions et sur les membres du corps politique considérés ensemble. Une mesure qui désigne une personne pour lui attribuer un avantage répond à une logique différente. La généralité aide à comprendre pourquoi la loi peut faire obstacle au favoritisme. Elle permet à chacun de demander que les critères de la décision soient les mêmes pour quiconque se trouve dans la même situation pertinente.

Le *Criton* met en lumière une autre dimension. Socrate fait parler les Lois d'Athènes. Elles lui demandent ce que deviendraient les décisions de la cité si chacun pouvait retirer leur effet quand elles lui sont défavorables. Cela donne du poids à l'idée d'une obligation commune. Celui qui compte sur les autres pour respecter les décisions dont il bénéficie doit aussi prendre au sérieux leurs effets lorsqu'elles lui coûtent. Ce raisonnement explique pourquoi le désaccord d'une personne avec une décision est seulement le début d'un examen de justice.

> **Transition.** Des règles publiques et communes peuvent protéger des droits et rendre les décisions discutables. On doit encore examiner quels droits elles reconnaissent et à qui elles les reconnaissent. C'est à ce niveau que le respect de la loi peut lui-même poser un problème de justice.

II. La conformité à la loi laisse subsister des injustices

Une règle peut être suivie avec régularité tout en organisant une domination. L'édit de mars 1685 dit *Code noir* fournit un exemple. Son article 44 range les personnes esclavisées dans la catégorie des biens meubles. Lorsqu'une autorité applique ce classement dans une succession, elle agit conformément à une règle de droit en vigueur à cette époque. Elle traite pourtant ces personnes comme des éléments d'un patrimoine à partager. L'injustice tient au statut que la règle leur impose. En ce sens précis, une décision peut être légale et injuste à la fois. La régularité de son application renforce même ce que l'on a des raisons de condamner.

Une autre difficulté concerne les règles dont le but est défendable. Une règle générale doit valoir pour un ensemble de situations et peut rencontrer un cas que sa formulation avait laissé de côté. Aristote analyse ce problème dans l'*Éthique à Nicomaque*, livre V, à propos de l'équité. L'application littérale d'une règle peut manquer ce qui la rend juste dans un cas particulier. Supposons qu'un règlement ferme un jardin au public à la tombée de la nuit pour des raisons de sécurité. Si quelqu'un y est blessé, refuser systématiquement l'accès aux personnes venues le secourir contredit le but même de cette fermeture. Il faut alors apprécier ce que la règle cherchait à protéger.

Ces exemples appellent des réponses distinctes. Une règle qui prive des personnes d'un droit fondamental appelle une critique de son contenu. Une règle qui protège un intérêt commun peut appeler une adaptation pour continuer à servir cet intérêt. Dans les deux cas, il faut interroger les effets de ce que l'on fait quand on obéit. L'agent qui applique strictement une règle reste engagé dans la décision qu'il prend et dans les conséquences que celle-ci produit pour autrui.

> **Transition.** Le jugement de justice doit pouvoir porter sur la loi et sur son application. Il faut cependant que les raisons de juger ou de contester une règle puissent être examinées par d'autres. C'est cette exigence qui permet de prendre au sérieux la justice de la contestation elle-même.

III. Agir avec justice demande d’examiner les raisons d’obéir

On peut commencer par demander qui bénéficie de la protection d’une règle et qui en supporte les effets. Quand les raisons de la règle valent pour tous ceux qui se trouvent dans une situation comparable et que son application les prend effectivement en compte, s’y conformer peut être juste. Dans le cas de l’aide attribuée selon des critères communs, le respect de la procédure protège les personnes contre des décisions de faveur. Si un critère exclut des personnes pour une raison étrangère au but de l’aide, l’examen de la règle ouvre une question que l’obéissance seule laissait de côté.

L’équité exige elle aussi des raisons partageables. Dans l’exemple du jardin, la situation des personnes venues porter secours présente une différence pertinente au regard de la sécurité. La raison de leur donner accès vaut pour quiconque viendrait secourir quelqu’un dans des circonstances comparables. L’exception peut donc être expliquée et contrôlée à partir du but de la règle. Un avantage donné par amitié, lui, dépendrait du lien avec la personne chargée de la décision. La possibilité de rendre compte de l’exception permet de distinguer ces deux conduites.

La contestation peut enfin prendre une forme civique. Dans *Théorie de la justice*, au paragraphe 55, Rawls pense la désobéissance civile dans le cadre d’une société démocratique globalement juste. Il l’analyse comme une infraction assumée publiquement, non violente et accomplie avec l’intention de faire modifier une loi ou une politique. Celui qui agit ainsi fait appel à des principes de justice dont ses concitoyens peuvent discuter. Ce cadre permet de comprendre le sens politique d’un tel acte. Une revendication d’égalité engage des raisons qui dépassent l’intérêt de la personne qui proteste. La même exigence vaut plus généralement lorsqu’une règle est soumise à la discussion ou à la révision. Il faut expliquer l’injustice alléguée et la manière dont le changement proposé y répondrait.

Conclusion

Obéir aux lois peut être une manière d’agir avec justice, car des règles communes protègent les droits et limitent le pouvoir de décider selon ses intérêts. Pour que l’obéissance soit juste, il faut encore considérer le contenu de la règle et les effets qu’elle produit dans la situation donnée. Une loi peut établir une injustice et une règle défendable peut demander un ajustement justifiable. Être juste implique donc de pouvoir expliquer pourquoi la règle mérite d’être appliquée, aménagée ou contestée, en tenant compte de ce qui est dû aux personnes concernées.

Commentaires pour réussir ta copie

Faire travailler le mot « suffit »

La question porte sur une garantie. Si l'on soutient qu'obéir suffit, on s'engage à dire que les conduites conformes à la loi sont justes. L'édit de 1685 donne un exemple précis qui permet d'éprouver cette proposition. Il reste à expliquer pourquoi l'obéissance à une règle publique peut avoir une valeur dans d'autres cas. C'est ce qui rend la première partie utile à la suite du raisonnement.

Identifier deux sources d'injustice

Dans l'exemple du Code noir, la règle est critiquée pour le statut qu'elle attribue aux personnes. Dans l'exemple inspiré d'Aristote, la règle de sécurité a un but défendable et son application rencontre une circonstance exceptionnelle. Cette distinction permet d'interroger séparément la qualité de la loi et le jugement de celui qui l'applique.

Faire progresser la troisième partie

La dernière partie propose un critère. Pour juger une conduite, on doit pouvoir expliquer quelle protection la règle apporte, quel tort elle cause éventuellement et si les mêmes raisons valent pour des personnes dans des situations comparables. Relis le passage sur l'accès des secours. Il montre comment justifier une exception à partir d'un principe commun.

Lire le Criton avec précision

Dans le dialogue, une décision défavorable à Socrate soulève la question de ce qu'il doit aux lois de la cité. La référence sert à analyser une raison d'obéir dans ce cas. Dans une copie, indique ce que le texte permet de comprendre ici, puis reviens au problème de la justice de la décision.

Entraînement avec correction

Un concours prévoit de lire les dossiers sans le nom des candidats. Une personne propose de dévoiler le nom de l'un d'eux parce qu'elle connaît son parcours. En quatre phrases, explique pourquoi le respect de cette règle peut être juste et quel problème la proposition soulève.

> **Une réponse possible**
>
> La règle d'anonymat permet d'examiner les dossiers sur des éléments communs. Dévoiler l'identité d'un candidat ferait intervenir une information dont le jury ne dispose pas pour les autres. Si le parcours est pertinent, on peut prévoir que tous les candidats aient la possibilité de le présenter selon des critères publics. Dans ce cas, respecter la règle protège l'égalité de l'examen.

Questions fréquentes

Une loi injuste peut-elle être légale ?

Oui. Une loi peut appartenir au droit en vigueur tout en produisant des effets injustes. On examine sa justice en se demandant quels droits elle protège, quelles différences elle institue et si elles sont justifiables.

Quelle différence entre l'équité et le favoritisme ?

L'équité tient compte d'une circonstance pertinente pour le but de la règle. La même raison vaut alors pour les cas comparables. Le favoritisme accorde un avantage selon la personne qui le reçoit ou les liens qu'elle entretient.

Quels auteurs utiliser sur ce sujet ?

Le *Criton* de Platon aide à comprendre les raisons de respecter les lois. Aristote éclaire l'équité dans l'application d'une règle générale. Rawls donne des critères pour examiner la contestation publique d'une loi.